

sociaux, mais pas des leurs. Considérons les choses globalement.

Le président du Conseil du Trésor a dit qu'il était disposé à parler plutôt de la sécurité d'emploi, des avantages sociaux et des rajustements s'il y a des gens qui ont des difficultés à joindre les deux bouts. Ce sont toutes des choses dont il était prêt à discuter, mais le syndicat a dit «non». Daryl Bean a déclaré: «Non. Nous ne discuterons de rien tant que vous n'aurez pas renoncé à votre 0-3-3. Seulement si vous y renoncez.»

Ce que M. Bean veut dire en d'autres termes, c'est: «Seulement si vous vous montrez disposé à hausser les impôts ou à augmenter la dette pour répondre aux revendications de mes syndiqués, même si je ne suis pas disposé à le faire pour mes propres employés.»

Cinq syndicats de la fonction publique ont déjà accepté la formule 0-3-3. On ne voit pas cela dans les journaux. Ils ont négocié. Ils ont accepté. Ils ont dit: «Oui, nous reconnaissons que nous sommes dans une situation difficile.» Ce qu'ils ont dit, c'est: «Écoutez, en pleine période de licenciement d'employés des sociétés aériennes et d'employés des sociétés pétrolières et gazières, au moment où 15 p. 100 des agriculteurs sont en difficulté, au moment où nous sortons à peine d'une récession, où on peut enfin envisager que nos enfants n'auront peut-être pas une dette écrasante à porter, nous ne pensons pas qu'il est déraisonnable de notre part de nous joindre au reste des Canadiens et d'accepter 0 p. 100 pendant un an. Nous ne croyons pas qu'il s'agit là d'un sacrifice déraisonnable.» C'est ce que cinq syndicats ont fait.

Il ne fait aucun doute que les dirigeants des syndicats sont contre nous. J'ai vu Shirley Carr et Daryl Bean déclarer à la télévision que cette grève n'était pas politique. Mais elle l'est! Ils ne se soucient pas du bien-être des employés. C'est une grève politique. Le CTC, le Syndicat des postiers, le syndicat des travailleurs de l'automobile, Judy Rebeck du Comité canadien d'action sur le statut de la femme et d'autres s'unissent dans une lutte politique. Ils se servent de la cause des travailleurs pour atteindre leurs objectifs politiques. Leur préoccupation pour les travailleurs n'est que de la frime: on le voit à la manière dont ils traitent leurs propres travailleurs. Il s'agit d'une lutte politique. D'accord, mais nous sommes responsables devant les contribuables du Canada et devant les générations à venir de nous assurer que dans l'atteinte de leurs objectifs politiques, ils ne réduisent pas le Canada à l'impuissance pour lui enlever toute possibilité de relever les défis.

Initiatives ministérielles

La vérité, c'est que le budget présenté plus tôt cette année est le bon budget. L'Organisation pour la coopération et le développement économiques, le Fonds monétaire international ainsi que des groupes internationaux ont félicité le Canada d'avoir pris cette voie. Inoniquement, nous en pâtissons.

Le député a parlé du dollar canadien. Il est ironique aussi que certains de nos problèmes viennent du fait que les autres pays du monde ont l'impression que notre économie va si bien qu'ils se ruent sur notre dollar. Le dollar est trop cher. Les étrangers aiment notre devise parce qu'ils ont l'impression que tout va bien. C'est un des paradoxes. C'est un problème auquel nous devons nous attaquer.

Il est regrettable que cette motion soit nécessaire. Comme je l'ai dit, neuf fois déjà une mesure législative de retour au travail a été proposée, et à chaque fois, sauf une, l'opposition a reconnu qu'il valait mieux se réunir et essayer d'en discuter de façon pertinente et raisonnable. Personne ne désire mettre fin au débat. Mais après, il faut prendre une décision. Voilà ce que nous voulons. Un débat raisonnable et puis une décision.

• (1750)

Malheureusement, monsieur le Président, pour cela il faut la coopération de la Chambre. Nous ne pouvons attendre plus longtemps et c'est pourquoi je propose une motion qui accélérera les travaux à chaque étape, mais qui nous obligerait à siéger en fin de semaine, au besoin, pour arriver à bout de cette question.

Juste pour veiller à ce que la motion ait une chance d'être adoptée, j'aimerais annoncer qu'à la prochaine séance de la Chambre, immédiatement avant de passer à l'ordre du jour pour reprendre le débat sur l'ordre n° 4 du gouvernement, inscrit au nom du leader du gouvernement à la Chambre et sur tout amendement s'y rapportant, je proposerai que le débat ne soit plus ajourné.

M. David Dingwall (Cap-Breton—Richmond—Est): Monsieur le Président, après avoir écouté le leader parlementaire du gouvernement rapporter des faits, je veux faire remarquer aux députés les mots qu'il a employés et la façon dont il a présenté ses arguments lorsqu'il a parlé des présidents de l'AFPC, du Congrès du travail du Canada et du Syndicat des travailleurs de l'automobile du Canada et de leurs représentants. Je me suis demandé pourquoi le Canada avait tant de difficulté à rester concurrentiel sur la scène internationale, alors que notre propre gouvernement ne peut même pas concilier la main-d'oeuvre, le secteur des affaires et les services gouvernementaux. La réponse se trouve évidemment dans ces propos, comme on le voit dans la déclaration du